

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Amerique-centrale-l-isthme-oublie-Bilan-d-une-decennie-de-normalisation>

# Amérique centrale, l'isthme oublié. Bilan d'une décennie de « normalisation »

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2003

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Une décennie de paix - d'absence de conflits armés - a-t-elle suffi pour démocratiser l'Amérique centrale ? Rien n'est moins sûr. Le bilan social de la libéralisation politique et économique de l'isthme touche au désastre. Retour sur une région plus vulnérable que jamais.**

**Par Bernard Duterme**

In Enjeux internationaux, n°2, automne 2003

[www.enjeux-internationaux.org](http://www.enjeux-internationaux.org)

Qui se soucie encore aujourd'hui du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua et de leurs voisins ? Longtemps sur le devant de la scène en raison des conflits politiques armés qui déchirèrent la région durant les années 70 et 80, ces petits pays sont entrés depuis plus de dix ans dans un incertain processus de « normalisation » démocratique qui leur ont valu l'oubli des médias internationaux. Objet de toutes les attentions diplomatiques, de toutes les convoitises politiques, de tous les débats géostratégiques lorsque le prisme de l'affrontement Est-Ouest réduisait encore l'ensemble de l'isthme à un vulgaire jeu de dominos, la région a gagné dans un même mouvement le silence des armes et l'indifférence de la presse internationale. La Guerre froide, par Centro-Américains interposés, ne s'y joue plus. L'époque des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires, des dictatures militaires et des putschs éphémères y paraît révolue.

La pacification de la région et l'avènement de gouvernements civils ont-ils pour autant réussi à effacer les causes structurelles des conflits armés d'hier ? A l'évidence, non. La plupart des indicateurs des Nations unies confirment les impressions du visiteur : les sociétés centro-américaines sont plus inégales aujourd'hui que vingt ou trente ans plus tôt et les conditions de vie de la majorité des Centro-Américains sont pires qu'en 1980. L'Amérique centrale serait-elle dès lors au bord d'une nouvelle explosion révolutionnaire, comme si les mêmes causes devaient inévitablement produire les mêmes effets ? Tirer pareille conclusion reviendrait à ignorer les évolutions et acquis de ces dernières années de « normalisation ».

Démilitarisation et démocratisation ...partielles

Le premier acquis, fragile mais majeur, de ces dix dernières années est sans conteste la démobilisation des acteurs de la guerre et la prééminence naissante du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. La région rompt avec des décennies de domination prétorienne sous la bienveillance intermittente des Etats-Unis et s'éloigne d'une histoire de bains de sang et de faits de répression systématique à l'encontre de tout qui était soupçonné d'appuyer, intellectuellement ou matériellement, la cause de groupes réformistes ou révolutionnaires. 80 000 civils assassinés ou disparus au Salvador durant la guerre, 200 000 au Guatemala..., les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Dans ce dernier pays, l'impensable il y a à peine dix ans est survenu en mars 1999. La Commission de clarification historique (CEH), sous l'égide des Nations unies (la Minugua), a pu rendre publics les résultats de sa minutieuse quête de vérité : les autorités et les militaires guatémaltèques - le rapport cite des noms précis - ont bel et bien commis des « actes de génocide » à l'encontre de la population majoritaire maya. De tous les massacres perpétrés pendant « les années de violence », plus de 90% sont imputés aux hommes de main du régime et quelque 5% aux mouvements de guérilla.

Certes l'impunité pour les crimes commis continue à prévaloir dans la plupart des pays d'Amérique centrale - les tueurs s'étant octroyé une amnistie réciproque à l'occasion des accords de paix -, mais les guerres sont enfin terminées : depuis 1990 au Nicaragua, 1992 au Salvador, 1996 au Guatemala. La caste militaire, multiple et divisée, exerce toujours une influence anormalement importante sur le pouvoir national - particulièrement au Guatemala -, mais les généraux semblent cependant respecter leur subordination aux régimes civils. La réinsertion des acteurs et des victimes de la guerre [1] reste, elle aussi, problématique et débouche dans de trop nombreux cas sur de nouveaux conflits liés à la propriété de la terre. Ces escarmouches ne s'inscrivent toutefois plus dans un schéma

national, voire international, de confrontation politico-militaire entre deux camps idéologiquement polarisés.

Autre progrès de la dernière décennie, l'alternance pacifique à la tête des Etats centro-américains paraît assurée. Au moins trois scrutins présidentiels, ouverts à la participation des partis d'opposition, ont eu lieu dans chacun des pays de la région, sans fraude massive ni systématique. Confirmation que la démocratie électorale y a bien pris le pas sur l'hégémonie militaire. En échange de la paix, les élites traditionnelles ont accepté de jouer le jeu des institutions démocratiques. En échange de la démocratie, les gauches armées ont consenti à réclamer le changement social par la voie des urnes. Au Nicaragua, où les révolutionnaires sandinistes avaient conquis le pouvoir dès 1979 en renversant la dictature somoziste, le troc fut inverse, avec toutefois un résultat similaire : pour gagner la paix face aux « contre-révolutionnaires » armés, le régime sandiniste a dû perdre les élections et se muer en parti d'opposition. Le tout, bien sûr, largement déterminé par un contexte international de fin de Guerre froide, d'effondrement du bloc soviétique et d'adaptation des stratégies et des prétentions nord-américaines dans la région. Reste que la preuve ultime de la consolidation de la démocratie formelle centro-américaine - une éventuelle victoire électorale de la gauche post-révolutionnaire dans un des trois pays hier en guerre - demeure à l'état d'hypothèse [2].

Modernisation et libéralisation ...délétères

A la libéralisation politique va correspondre la libéralisation économique. A coups d'ajustements structurels, la « décennie perdue » des années 80 - crise aiguë et conflits armés - va faire place à une timide embellie durant la décennie suivante : période de croissance anémique mais retrouvée (1,4% en moyenne pour la région), d'inflation souvent jugulée et de relative stabilité monétaire. Le modèle oligarchique d'agroexportation des produits traditionnels (café, sucre, bananes), caractéristique de ce qu'on a appelé les « économies du dessert », reste dominant. On assiste cependant à une diversification de plus en plus prononcée des activités, en particulier dans le secteur des services. L'Amérique centrale se modernise et se libéralise. Toujours sous-industrialisée et plus à la merci des marchés internationaux qu'au service de son propre marché interne, l'économie centro-américaine secoue son carcan conservateur.

L'application généralisée des recettes du « consensus de Washington » - libéralisation, privatisation, dérégulation - a toutefois son revers. Aujourd'hui, le bilan socioéconomique touche même au désastre. Au Fonds monétaire international comme à la Banque mondiale, parmi les orthodoxes d'hier, ils sont plus d'un à en prendre la mesure. La région souffre de la volatilité de sa croissance, d'une dépendance financière et technologique accrue, de l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité d'importants secteurs sociaux. La logique financière dominante, induite par le développement d'« économies casinos » largement ouvertes sur l'extérieur, ajoute à la précarité de l'isthme. En quête d'équilibres budgétaires et de crédibilité auprès de leurs créanciers multilatéraux - la dette externe atteint des sommets inégalés -, les Etats centro-américains continuent à se dégager de leurs missions fondamentales, en particulier l'éducation et la santé. La chute de l'aide extérieure est aussi une réalité avec laquelle il s'agit désormais de composer. Le soutien économique des États-Unis à l'Amérique centrale est ainsi passé de 1,5 milliard de dollars en 1995 à 149 millions en 2000.

### Souveraineté versus pillage

Le plan Puebla-Panama (PPP) [3], lancé en 2001 par le président mexicain Vicente Fox, risque bien de confirmer cette tendance qui consiste à faire reposer le devenir de la région sur l'intérêt des investisseurs transnationaux. Les atouts de l'isthme sont réels : une localisation géostratégique à quelques encablures de l'Amérique du Nord, des ressources naturelles multiples (zone tropicale humide, variété des sols, biodiversité, bois, eau, minerais, hydrocarbures...), un important réservoir de main-d'oeuvre moins chère encore qu'à la frontière Mexique - Etats-Unis, et, enfin, une relative stabilité politique...

Pour les détracteurs centro-américains du plan Puebla-Panama, il n'y a pas d'équivoque possible : « sous un vernis écologique et développementaliste » [4], l'initiative, qui s'apparente à une entreprise de « recolonisation » [5] de la

région, a pour véritables objectifs de favoriser l'exploitation massive des richesses naturelles par des transnationales privées, la privatisation des ressources biogénétiques et le brevetage du vivant au profit de l'industrie pharmaceutique, la multiplication des zones franches et l'établissement d'usines de sous-traitance (maquiladoras), l'ouverture de voies ferroviaires, routières ou fluviales entre les deux océans afin de suppléer au canal de Panama saturé et de faciliter les flux commerciaux nord-américains, le développement d'un écotourisme déjà controversé, etc.

Bref, le PPP ne serait rien d'autre qu'un nouveau programme de pillage de l'Amérique centrale au détriment de ses populations, de son environnement, de son agriculture vivrière, de son marché interne... Et selon bien des observateurs extérieurs, un énième plan d'intégration subordonnée du sous-continent [6], dernier préalable à l'établissement de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA en espagnol) annoncée pour 2005. Pour les gouvernements de la région en revanche, la perspective de devenir un jour, sur le modèle des Tigres asiatiques, les nouveaux Jaguars centro-américains semble faire illusion. Faute d'alternatives sans doute et de réelles possibilités de donner corps au vieux rêve d'intégration autonome et de souveraineté régionale [7].

Corruption de l'Amérique centrale « d'en haut »...

Il serait toutefois trop simple d'expliquer l'échec socioéconomique de la « pacification » de l'Amérique centrale par les seuls facteurs extérieurs. Les responsabilités internes abondent. L'avènement de la démocratie n'a pas débouché sur l'établissement de gouvernements efficaces et intègres. Le clientélisme et la corruption, plus visibles qu'auparavant, provoquent des scandales en cascade, grèvent les ressources publiques, confortent la timidité des bailleurs de fonds internationaux et nourrissent la désillusion de la population. Selon une enquête récente, 90% des Nicaraguayens estimeraient que la corruption gouvernementale est généralisée. Le népotisme de certaines familles au pouvoir aggrave les situations et quand l'immunité et le cynisme des mandataires - « si ce n'est pas nous qui en profitons, les suivants le feront » - s'ajoutent au cocktail, la défiance des opinions publiques vis-à-vis du champ politique et des élites s'impose comme sentiment dominant. Et la lassitude à l'endroit de transitions démocratiques qui n'ont pas tenu leurs promesses, se répand. La faiblesse des institutions mais aussi la volatilité et la fragmentation des partis politiques, voire leur incapacité à se démocratiser, n'arrangent rien et ne prémunissent en tout cas pas la région contre de nouvelles aventures autoritaires. [8] La mémoire encore vive des violences politiques passées devrait néanmoins l'en dissuader.

... et violence de l'Amérique centrale « d'en bas »

Si les polarisations idéologiques d'hier ne font plus couler le sang, les dualisations sociales accrues d'aujourd'hui, le manque d'emplois et la pléthore d'armes aux mains de la population ont considérablement augmenté les chiffres de la criminalité, de la delincuencia et du banditisme armé. En Amérique centrale, la violence n'est plus politique, mais sociale, mafieuse et débridée. Le taux d'homicides au Guatemala et au Salvador (1500 assassinats par an par million d'habitants) est plus de dix fois supérieur à la moyenne latino-américaine. Le climat n'est donc plus, comme dans les années 70, sur fond de conjoncture économique favorable, à l'émergence de mouvements réformistes ou de guérillas révolutionnaires en butte à l'arbitraire et à la répression de régimes autoritaires ; il est à l'insécurité et à la décomposition de sociétés délaissées par l'Etat et menacées de dérives diverses, politiques, économiques ou culturelles. Manifestation spectaculaire de cette incertitude ambiante, deux tiers des Nicaraguayens sondés l'année dernière avouaient qu'ils quitteraient leur pays s'ils en avaient la possibilité. Ils s'en iraient rejoindre ces millions de Centro-Américains émigrés aux Etats-Unis ou ailleurs... qui, par leurs transferts financiers, constituent aujourd'hui l'une des principales sources de revenus des économies de la région.

Une société civile dynamique serait-elle capable de contrer ces tendances ? La question est cruciale, mais la réponse difficile. Il est un fait que l'ouverture relative des espaces politiques qui a suivi la fin des conflits armés a aussi créé les conditions d'une apparition ou d'une montée en puissance d'acteurs sociaux et de mouvements populaires revendicatifs. Des mouvements tantôt opposés aux privatisations des services publics (santé, eau, éducation, transports, électricité...), tantôt mobilisés pour de véritables réformes agraires, pour des politiques de crédit à la petite et moyenne agriculture, pour la reconnaissance des droits des indigènes ou encore, pour le respect

de normes sociales et sanitaires dans les maquiladoras... Ces acteurs devront toutefois relever un triple défi. Il leur faudra affirmer leur autonomie à l'égard de leurs anciennes tutelles partisans ou « avant-gardes » militaro-politiques. Ils devront ensuite parvenir à mobiliser la population dans un contexte où prédominent les stratégies de survie. Ils devront enfin élaborer des propositions communes et établir des points de convergence, au-delà de leur diversité sociale et culturelle et de la faiblesse historique des syndicats ouvriers dans la région.

**\* Bernard Duterme est sociologue, directeur adjoint du Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve. Il a travaillé plusieurs années en Amérique centrale, comme chercheur à l'Université centro-américaine (UCA) de Managua.**

**Encadrés/brèves :**

### **Costa Rica : toujours une exception ?**

Toujours un « havre de paix » le Costa Rica ? Oui et non. La réputation pacifique et prospère de « la Suisse de l'Amérique centrale » n'est ni sans fondement ni sans limite. Trois axes sont régulièrement mis en avant pour expliquer, historiquement, la singularité de la « Côte Riche » : la répartition de la terre, moins injuste que chez les voisins ; le rôle de l'Etat, plus orienté vers le développement interne que chez les voisins ; et enfin, l'abolition de l'armée dès 1948, qui éloigna le risque de recours à la violence militaire à l'oeuvre chez les voisins... Résultats : des inégalités et de la pauvreté certes, mais réduites. Encore que. Déjà pointée du doigt par la gauche fin des années 70, la réorientation de l'économie vers le marché mondial tend à émousser le particularisme costaricain. Et si le pays reste une terre d'immigration pour la main-d'oeuvre nicaraguayenne, le « pacte social » n'y est plus ce qu'il était.

### **« Nicaragua libre ! », souvenez-vous...**

Dans les années 80, la gauche internationaliste faisait le voyage à Managua pour soutenir la révolution sandiniste victorieuse du dictateur Somoza ; la droite états-unienne armait les « contre-révolutionnaires » à partir du Honduras et du Costa Rica.

En 1990, les leaders sandinistes, au pouvoir depuis plus de dix ans, finirent par plier. Épuisée par les années de guerre, la population nicaraguayenne ferma la parenthèse révolutionnaire dans les urnes, sur un bilan mi-figue, mi-raisin. Du côté des bonis, plus ou moins acquis : la lutte contre l'analphabétisme, les campagnes de vaccination, une certaine redistribution des richesses, l'éducation pour tous, la réforme agraire, l'aspiration à la souveraineté nationale... Du côté des insatisfactions, plus ou moins profondes : le volontarisme et le dirigisme d'un pouvoir sûr de sa mission libératrice, la raison d'État qui s'impose, les sacrifices consentis dans un contexte de violence politique et de boycott, le militarisme ambiant...

Les sandinistes accepteront leur défaite ; place à la démocratie libérale. Aujourd'hui, quelque 75 % des Nicaraguayens vivent dans la pauvreté.

### **Pour en savoir plus**

- ▶ DELHOM Joël et MUSSET Alain (sous la dir.), Nicaragua, dans l'oeil du cyclone, Paris, l'heal-Ihnca-Ubs, 2000.
- ▶ DUTERME Bernard, Quel sauveur pour le Nicaragua ?, in Libération (Rebonds), Paris, 2 novembre 2001.
- ▶ DUTERME Bernard, Les plus et les moins de la démocratisation guatémaltèque, in Demain Le Monde, Bruxelles, janvier 2001.

- ▶ LE BOT Yvon, La guerre en terre maya - Communauté, violence et modernité au Guatemala, Paris, Karthala, 1992.
  - ▶ LEMOINE Maurice, Amérique centrale, les naufragés d'Esquipulas, Nantes, L'Atalante, 2002.
  - ▶ LINARD André, Amérique centrale, Les frustrations de la paix, Bruxelles, Les dossiers du Grip, 1995.
  - ▶ ROBINSON William I., Capitalismo global y Centroamérica - El desarrollo y el cambio social en la edad de la globalización, Verso Press, 2003.
  - ▶ ROUQUIE Alain, Guerres et paix en Amérique centrale, Paris, Le Seuil, 1992.
  - ▶ ROUQUIE Alain, Les forces politiques en Amérique centrale, Paris, Karthala, 1991.
- 

### **CENTRE TRICONTINENTAL - CETRI**

Cahiers Alternatives Sud - Centre de documentation  
Secrétariat du Forum mondial des alternatives  
Ave Ste Gertrude 5  
B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE - Belgique  
tel. + 32 (0)10/48 95 60 fax + 32 (0)10/48 95 69  
**Courriel** : [duterme@cetri.be](mailto:duterme@cetri.be) - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

---

*Post-scriptum* :

**Contacte pour cet article** : [Bernard Duterme](mailto:Bernard.Duterme)

**Notes** :

---

[1] Les dizaines de milliers de démobilisés des forces armées nationales et des anciennes guérillas, mais aussi les centaines de milliers de réfugiés internes et externes. Rien que pour le Guatemala, on comptait, début des années 90, un million de déplacés internes et de 200 000 à 300 000 réfugiés hors du pays.

[2] Au Salvador, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), l'ex-guérilla devenue parti politique, fait jeu égal avec la droite (ARENA) à l'Assemblée et gouverne plusieurs villes importantes dont la capitale. Et ce, malgré d'importantes fractures internes entre orthodoxes et rénovateurs. Ces derniers mois, le candidat du FMLN à l'élection présidentielle de mars 2004 était donné gagnant par plusieurs instituts de sondages. Au grand dam de l'Ambassade des Etats-Unis à San Salvador qui, le 15 juin 2003, déclarait encore que « s'il venait à gagner les élections présidentielles de 2004, le FMLN pourrait constituer un danger pour la stabilité du pays ».

[3] « Projet de développement durable et intégral » soutenu par la Banque interaméricaine de développement (BID), le Plan Puebla-Panama (un investissement de 15 à 20 milliards de dollars) est destiné à cette zone qui s'étend du sud de Mexico (Puebla) à la frontière colombienne (Panama) et qui couvre donc 9 Etats mexicains (28 millions d'habitants) et les sept pays centro-américains (37 millions d'habitants).

[www.ppp.presidencia.gob.mx](http://www.ppp.presidencia.gob.mx)

[4] [www.ciepac.org](http://www.ciepac.org)

[5] Braulio Moro, « Une recolonisation nommée plan Puebla-Panama », in Le Monde diplomatique, décembre 2002, 14-15. L'auteur indique

également que certains aspects du PPP viseraient à « endiguer les flux humains et à renforcer le rôle du Mexique comme zone-tampon de l'émigration vers les Etats-Unis ».

[6] D'autres initiatives antérieures ou actuelles s'inscrivent dans le même esprit que le PPP ou poursuivent des objectifs connexes, du « couloir biologique méso-américain » (1993) au projet de « Zone de libre-échange de l'Amérique centrale » (ALCAC, 27 janvier 2003). Lire notamment Noëlle Demyk, « Vers un nouveau modèle d'intégration de l'isthme centraméricain », in *Problèmes d'Amérique latine*, n°30, juillet - septembre 1998.

[7] Vieux rêve qui remonte à la période des indépendances (1821-1823) des anciennes provinces coloniales de la Capitainerie générale du Guatemala, mais dont l'expression institutionnelle la plus récente et la plus effective est sans doute le MCCA (Marché commun centro-américain) institué en 1960. Lire N.Demyk, *ibidem*, et « Les dessous de l'ALCA », in *Alternatives Sud*, 2003/1, CETRI/L'Harmattan.

[8] L'affaire de l'ex-dictateur militaire guatémaltèque Rios Montt l'atteste. La question de sa participation au scrutin présidentiel du 9 novembre 2003 aura fait couler beaucoup d'encre. Candidat du FRG (Front républicain guatémaltèque) alors que la Constitution interdit d'élection présidentielle tout qui aurait pris le pouvoir par les armes, le vieux tribun de la droite populiste est parvenu à se reconstruire une popularité à coup de discours sécuritaires et de solutions expéditives. En 1982-83, Rios Montt s'était rendu responsable de massacres de milliers de paysans mayas.